

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### COMPAGNIE FINANCIERE MARTIN MAUREL

Société anonyme au capital de 10 050 820 €  
Siège social : 43, rue Grignan, 13006 Marseille  
055 800 239 R.C.S. Marseille

#### Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2016

##### I. – Bilan (En milliers d'euros)

Actif	31/12/2015	31/12/2016
Caisse, Banques centrales	304 229	334 438
Actifs financiers à la JV par résultat	584	140
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers disponibles à la vente	777 049	736 279
Prêts et créances sur les établissements de crédit	161 664	181 440
Prêts et créances sur la clientèle	1 161 821	1 232 739
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	8 438	2 887
Actifs d'impôts courants	239	1 923
Actifs d'impôts différés	5 621	4 695
Comptes de régularisation et actifs divers	38 081	43 888
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans les entreprises mises en équivalence	4 666	4 160
Immeubles de placement		
Immobilisations corporelles	30 195	29 272
Immobilisations incorporelles	5 102	5 434
Ecarts d'acquisition	11 861	11 724
<b>Total actif</b>	<b>2 509 549</b>	<b>2 589 020</b>

Passif	31/12/2015	31/12/2016
Banques centrales		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	404	286
Instruments dérivés de couverture	9 578	9 601
Dettes envers les établissements de crédit	157 730	67 307
Dettes envers la clientèle	2 027 131	2 164 772
Dettes représentées par un titre	10 492	14 149
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôts courants		
Passifs d'impôts différés	9 313	8 239
Comptes de régularisation et passifs divers	45 473	59 509
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions	7 746	7 564
Dettes subordonnées		
Capitaux propres	241 682	257 593
Capitaux propres - part du groupe	207 723	217 760
Capital et réserves liées	9 308	9 308
Réserves consolidées	169 494	181 502
Gains ou pertes latents ou différés	10 118	7 851

Résultat de l'exercice	18 804	19 099
Intérêts des minoritaires	33 959	39 833
Total passif	2 509 549	2 589 020

**II. – Comptes de résultat**

(En milliers d'euros)

	31/12/2015 IFRS	31/12/2016 IFRS
+ Intérêts et produits assimilés	53 003	51 837
- Intérêts et charges assimilées	-25 234	-24 557
+ Commissions (produits)	87 084	82 297
- Commissions (charges)	-17 100	-16 277
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	417	83
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3 526	9 887
+ Produits des autres activités	1 069	1 067
- Charges des autres activités	-45	
Produit net bancaire	102 720	104 336
- Charges générales d'exploitation	-66 290	-70 592
- Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-3 074	-3 016
Résultat brut d'exploitation	33 356	30 727
+/- Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	538	415
Résultat brut d'exploitation après résultat net des sociétés mises en équivalence	33 895	31 143
- Cout du risque	-4 566	-1 887
Résultat d'exploitation	29 329	29 256
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	2 523	3 197
+/- Variations de valeur des écarts d'acquisition		-420
Résultat courant avant impôt	31 852	32 033
- Impôt sur les bénéfices	-9 867	-9 173
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		
Résultat net	21 986	22 860
Intérêts minoritaires	3 182	3 761
Résultat net - part du groupe	18 804	19 099
Résultat par action (En €.)	234,34	238,02
Résultat dilué par action (En €.)	234,34	238,02

**III. – Tableau de flux de trésorerie**

(En milliers d'euros)	31/12/2015	31/12/2016
Résultat net avant impôts (1)	31 903	32 033
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	10 168	10 384
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
Dotations nettes aux provisions	747	-1 784
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-211	-50
Perte nette/gain net des activités d'investissement	14	-2 385
Produits / charges des activités de financement		
Autres mouvements	9 353	22 711
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts (2)	20 071	28 875
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	78 584	-118 702
Flux liés aux opérations avec la clientèle	175 099	71 740
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	57 671	12 188
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-24 531	369
Impôts versés	-10 097	-10 513

Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (3)	276 724	-44 919
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (4) = (1)+(2)+(3)	328 699	15 989
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	907	2 978
Flux liés aux immeubles de placement		
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-6 545	-14 536
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (5)	-5 638	-11 558
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-3 911	-4 518
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-2 034	-2 909
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (6)	-5 945	-7 427
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (7)		
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (8) = (4)+(5)+(6)+(7)	317 116	-2 996
Caisse, banques centrales, CCP (actif et passif)	93 107	304 229
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	726 282	832 277
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture (A)	819 390	1 136 506
Caisse, banques centrales, CCP (actif et passif)	304 229	334 438
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	832 277	799 072
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (B)	1 136 506	1 133 510
Variation de la trésorerie nette (C) = (B)-(A)	317 116	-2 996

#### IV. – Notes annexes aux états financiers

Le projet de rapprochement entre Rothschild & Co et la Compagnie Financière Martin Maurel, société mère de Banque Martin Maurel, annoncé en juin dernier, a été concrétisé le 2 janvier 2017 par la fusion effective des deux holdings.

Par ailleurs au 31 décembre 2016 la Banque Martin Maurel avait un engagement conditionnel de rachat de 114 975 de ses propres actions, celui-ci s'est également matérialisé au 2 janvier 2017 et s'est traduit par une réduction de capital de 5 173 875 €.

Le rapprochement opérationnel de Rothschild et Cie Banque et Banque Martin Maurel, qui devrait intervenir au deuxième semestre 2017 en vue de créer un nouvel ensemble qui opérera en France sous le nom de Rothschild Martin Maurel devrait se poursuivre par un apport par la Banque Martin Maurel à Rothschild et Cie Banque de ses activités bancaires dont le périmètre est en cours de finalisation au 31 décembre 2016, apport rémunéré par des titres.

Les principes et méthodes comptables adoptés dans les états financiers au 31 décembre 2016 sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers au 31 décembre 2015.

##### Normes comptables applicables

Les états financiers comprenant les états financiers de synthèse (bilan, compte de résultat, tableau de variation des capitaux propres et tableau de flux de trésorerie) ainsi que les notes annexes qui leurs sont attachées sont publiés par le Groupe Banque Martin Maurel selon les normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards – IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains biens et instruments financiers qui ont été évalués selon leur montant réévalué ou leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, comme l'expliquent les méthodes comptables ci-dessous.

##### Note 1. – Principes comptables appliqués par le groupe

##### Consolidation

##### Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés de la Compagnie Financière Martin Maurel regroupent l'ensemble des filiales sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou sous influence notable pour le Groupe.

##### Méthodes de consolidation

Les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités. Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote de la filiale.

Le contrôle exclusif résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une filiale ;
- soit du pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un contrat ou d'un texte réglementaire ;
- soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de ces organes.

Les intérêts minoritaires sont présentés séparément dans le résultat consolidé, ainsi que dans le bilan consolidé au sein des capitaux propres.

Les résultats de cession réalisés sur les titres consolidés sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Le Groupe Martin Maurel n'est pas concerné par la consolidation des entités ad hoc selon SIC 12.

##### Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs, passifs, et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation en IFRS, sont comptabilisés à leur juste valeur ou son équivalent, déterminée à la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition, ou survaleur, correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la valeur de marché ou son équivalent des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition, conformément à la norme IFRS3 révisée. À cette date, cet écart est inscrit à l'actif de l'acquéreur s'il est positif, et est comptabilisé immédiatement en résultat s'il est négatif.

Les écarts d'acquisition sur titres consolidés par mise en équivalence sont classés dans la rubrique « titres mis en équivalence ».

Ces écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an et s'il existe des indices de dépréciation.

### *Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)*

Le Groupe a réparti l'ensemble de ses activités en « Unités Génératrices de Trésorerie ». Cette répartition, opérée de manière cohérente avec le mode d'organisation et de gestion des métiers du Groupe, tient compte à la fois du caractère indépendant des résultats générés et du mode de gestion et de direction de ces ensembles. Cette répartition pourra être revue afin de tenir compte des événements susceptibles d'avoir une conséquence sur la composition des unités génératrices de trésorerie (opérations d'acquisition et de cession, etc.).

### *Tests de dépréciation d'une unité génératrice de trésorerie*

Des tests de dépréciation consistant à s'assurer que les survaleurs affectées à chaque unité génératrice de trésorerie ne sont pas frappées d'une dépréciation durable sont effectués lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an. La valeur comptable de l'UGT est alors comparée à sa valeur recouvrable. Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, il est procédé à une dépréciation irréversible de la survaleur égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'ensemble homogène considéré.

### *Valeur recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie*

La valeur recouvrable d'un ensemble homogène de métiers est définie comme la valeur la plus élevée entre sa valeur de marché diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La valeur de marché correspond au montant susceptible d'être obtenu de la cession de l'ensemble d'actifs dans les conditions de marché prévalant à la date d'évaluation. Les références au marché sont essentiellement constituées par les prix observés lors de transactions récentes sur des entités comparables ou bien encore établies par rapport à des multiples boursiers de sociétés comparables cotées.

La valeur d'utilité repose sur une estimation des flux futurs dégagés par les Unités Génératrices de Trésorerie tels qu'ils résultent des plans prévisionnels établis chaque année par les responsables d'activités et approuvés par la Direction Générale du Groupe.

### *Immobilisations*

Les immobilisations inscrites au bilan du Groupe comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation.

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations sont amorties sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre.

L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation. Les composants retenus sont le gros œuvre que l'on amortit sur 50 ans, la toiture sur 30 ans, et les ascenseurs sur 20 ans.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux Unités Génératrices de Trésorerie.

S'il existe un tel indice de perte de valeur, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

### *Activité de crédit-bail :*

Les opérations de location sont qualifiées d'opérations de location financement lorsqu'elles ont pour effet de transférer au locataire la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété du bien loué. A défaut, elles sont qualifiées de location simple.

Les opérations de location financement sont enregistrées au bilan pour un montant correspondant à la valeur actualisée au taux d'intérêt implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentés de toute valeur résiduelle non garantie. Les intérêts compris dans les loyers sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « intérêts et produits assimilés ».

### *Activités en devises*

En date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros (monnaie fonctionnelle) au cours comptant de la devise.

Les écarts de change latents ou réalisés sont enregistrés en résultat.

Les positions de change au comptant sont évaluées selon les cours de change officiels au comptant de fin de période.

Les éléments non monétaires libellés en monnaie étrangère sont évalués au coût historique ne sont pas réévalués.

### *Actifs financiers*

La norme IAS 39 définit quatre catégories d'actifs financiers

- les prêts et créances ;
- les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- les actifs financiers disponibles à la vente.

### *Prêts et créances*

Les prêts et créances sont enregistrés au coût amorti selon la méthode du TIE, les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des primes et décotes.

Des dépréciations sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation survenue postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif.

Ces événements génèrent des pertes avérées sur le montant des flux de trésorerie futurs estimés des prêts et la mesure de cet impact est fiable.

Au niveau individuel, la dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des valeurs jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties, etc.). Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ». Toute amélioration postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat, également dans la rubrique « Coût du risque ».

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, comme l'impose la norme IAS 39 qui s'appuie sur des indicateurs de risque fondé sur une expertise historique, ajustée si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt.

#### **Actifs financiers à la valeur de marché par résultat**

Sont notamment classés dans cette catégorie les instruments financiers qui étaient utilisés à des fins de couverture en normes françaises et pour lesquels la relation de couverture n'a pu être reconnue en IFRS. Ces instruments sont enregistrés à la juste valeur par la contrepartie du compte de résultat.

#### **Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance**

La catégorie des « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend la catégorie des titres d'investissement (en normes françaises).

Les titres classés dans cette catégorie sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Les revenus dus ou perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

#### **Actifs financiers disponibles à la vente**

La catégorie des « actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont évalués à leur valeur de marché en date d'arrêt et les variations de celle-ci, hors revenus courus, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés ». Lors de la cession ou de la dépréciation des titres (en cas de dépréciation durable), ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

#### **Mode de détermination de la valeur de marché**

La valeur de marché est déterminée à partir de prix cotés sur un marché organisé.

Cas particulier des actions non cotées :

La valeur de marché des actions non cotées est déterminée par comparaison avec une transaction récente portant sur le capital de la société concernée, réalisée avec un tiers indépendant et dans des conditions normales de marché.

En l'absence d'une telle référence et en l'absence d'indices de dépréciation la valeur de marché est égale au prix de revient.

#### **Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente**

Les actifs financiers disponibles à la vente, essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'une indication objective de dépréciation existe.

Pour les instruments de capitaux propres une baisse prolongée ou significative de la valorisation représente une indication objective de dépréciation.

En ce qui concerne les instruments de dette cette indication objective de dépréciation se matérialise par un événement intervenu post acquisition ayant une incidence probable sur les flux futurs de trésorerie estimés.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe est classée en « Coût du risque ». Elle peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

S'agissant d'un titre à revenu variable, la dépréciation est incluse dans le produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. Par ailleurs, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

#### **Titres mis en équivalence**

Les variations de capitaux propres des sociétés mises en équivalence sont comptabilisées à l'actif du bilan sous la rubrique « Participations dans les sociétés mises en équivalence » et au passif du bilan dans les capitaux propres.

L'écart d'acquisition sur une société consolidée par mise en équivalence est également repris dans la rubrique « Participations dans les sociétés mises en équivalence ».

#### **Opérations de pensions et prêts et emprunts de titres**

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine.

La dette correspondante est enregistrée en dettes envers la clientèle ou en dettes envers les établissements de crédits selon la contrepartie.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe.

La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et créances ». Quel que soit leur classement comptable, les opérations de pension sont initialement comptabilisées à la date de livraison-règlement des opérations.

#### **Dettes représentées par un titre**

Les dettes émises représentées par un titre sont enregistrées à l'origine à leur valeur d'émission puis sont évaluées à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **Instruments dérivés**

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêt, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

#### **Dérivés détenus à des fins de transaction**

Certains dérivés de couverture en normes françaises ne respectant pas les conditions de cette classification en normes IFRS sont comptabilisés comme des dérivés détenus à des fins de transaction. Ils sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils apparaissent en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

#### **Provisions de passif**

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux et aux risques de crédit concernent les provisions pour litiges.

Elles sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Un passif n'est comptabilisé que dans le cas où l'évaluation du montant peut être faite avec une fiabilité suffisante. Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture. Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

#### **Avantages au personnel**

Le Groupe accorde à ses salariés les avantages suivants :

#### **Avantages à court terme**

Les éléments de rémunération à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payées dans les douze mois de la clôture et se rattachant à cet exercice.

Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

#### **Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont des avantages liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Il s'agit en particulier des médailles du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

#### **Indemnités de fin de contrat de travail**

Pour cinq entités du Groupe (BMM, MMG, MMS, CFMM, BBR), le régime des indemnités de fin de carrière est externalisé auprès d'une société d'assurance. Ce régime prévoit, selon le nombre d'années de présence dans le Groupe des bénéficiaires, le paiement de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite, à la date de liquidation des droits.

Les amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » rendent obligatoire l'enregistrement en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, sans qu'ils puissent être reclassés ultérieurement en résultat. Par ailleurs, en cas de modification de plan, ces amendements entraînent la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. Dans le cadre des réformes légales sur les régimes de retraites, les charges sociales patronales sur ce régime ont été entièrement provisionnées.

#### **Paiement sur base d'actions Banque Martin Maurel**

Le Groupe attribue à certains de ses salariés des options d'achat ou de souscription d'actions. Ces options sont évaluées à leur juste valeur à la date de la notification aux salariés en utilisant le modèle Black & Scholes. Cette juste valeur de l'option est étalée en frais de personnel sur la période d'acquisition des droits.

#### **Impôts différés**

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporaires observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif et passif.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception des gains et pertes latentes sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des dérivés désignés en macro couverture, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés aux autres éléments du résultat global (inclus dans les capitaux propres).

#### **Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers**

Certains montants comptabilisés dans ces comptes consolidés reflètent des estimations et des hypothèses notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des dépréciations d'actifs et des provisions.

#### **Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers**

Les revenus et les charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti et aux actifs à revenu fixe classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêt et assimilés ». Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont comptabilisées au compte de résultat intégralement lors de l'exécution de cet acte, sous la rubrique « Commissions » ainsi que les commissions rémunérant un service continu qui sont prises en compte sur la durée de la prestation rendue.

### **Notes relatives au bilan au 31 décembre 2016**

#### **Note 2. – Périmètre de consolidation**

Nom de la société	% d'intérêt	Méthode	Activité
Cie Financière Martin Maurel	Société mère		Holding
Grignan Participation	100	IG	Activités financières
Banque Martin Maurel	87,66	IG	Banque
Mobilim International	87,66	IG	Activités financières
SCI du 6 rue de la Bourse	87,66	IG	Gestion immobilière
SCI 20, rue Grignan	87,66	IG	Gestion immobilière
SCI Prado Marveyre	87,66	IG	Gestion immobilière
Martin Maurel Gestion	87,66	IG	Société de gestion de portefeuille
Hoche SA	87,40	IG	Gestion immobilière
Immobilière St Albin	87,66	IG	Activités financières et immobilières
Optigestion SA	29,68	MEQ	Société de gestion de portefeuille
Martin Maurel Sella	48,19	IG	Banque
MMSG SAM	47,89	IG	Société de gestion d'OPCVM

HOGEP	30,40	MEQ	Société de gestion de portefeuille
Funds Selection	20	MEQ	Activités financières
BBR Rogier	87,66	IG	Société de gestion de portefeuille
Courtage Etoile	87,66	IG	Activités financières
CMFI	87,45	IG	Activités financières
International Capital Gestion	87,66	IG	Société de gestion de portefeuille
SCPM VDP1	48,42	IG	Holding
SCI VDP2	48,42	IG	Gestion immobilière
MM Trésor Plus	87,66	IG	Fonds Commun de Placement

Financière Grignan a été absorbée la Banque Martin Maurel, la participation dans MPM Partner a été cédée.

### Note 3. – Exposition et gestion des risques

#### 3.1. – Présentation générale

Les activités du Groupe exposent principalement celui-ci à 4 catégories de risques :

- le risque de crédit sur la clientèle et de contrepartie lié à la gestion de la trésorerie de la banque ;
- les risques financiers qui recouvrent notamment les risques de marché, de règlement, de liquidité, ou de taux induits par les activités initiées par la clientèle ainsi que par la gestion de la trésorerie ;
- les risques opérationnels ;
- les autres risques : juridique et de non-conformité, de réputation, ...

La Direction des risques a pour mission d'identifier, évaluer, suivre les risques encourus par le Groupe, proposer puis mettre en œuvre des mesures visant à réduire ces risques, les risques liés à l'activité de crédit à la clientèle étant sous la responsabilité de la Direction des crédits.

Des cartographies de risques ont été établies ainsi qu'une synthèse des principaux risques. Chaque type de risque fait l'objet d'une surveillance appropriée.

Le Comité des risques généraux, qui comprend les membres du directoire de la Banque, supervise le dispositif de surveillance. Il est l'instance qui examine le reporting de synthèse sur l'ensemble des risques et prend les décisions générales visant à les réduire.

#### Cartographie des risques

La cartographie des risques est issue de nombreuses enquêtes menées au cours des années passées (depuis 2002), et a été enrichie en fonction des incidents et risques identifiés au cours du temps. Environ une centaine de risques significatifs ont été identifiés. Elle comprend notamment l'analyse des risques opérationnels, financiers (crédit, marché, taux d'intérêt global, règlement, liquidité), juridique, de non-conformité, de fraude interne. Elle fait l'objet d'examen réguliers visant à définir les facteurs de risques devant donner lieu à de nouveaux plans d'action.

#### 3.2. – La gestion des risques de crédit ou de contrepartie

##### Le risque de crédit

La Banque définit la politique de distribution des crédits qu'elle souhaite voir appliquer : cette politique recouvre des critères liés au développement commercial, à la rentabilité, ainsi qu'à la maîtrise des risques afférents.

En matière de développement commercial, la Banque se réfère notamment à quelques grands principes : privilégier les crédits court terme, les durées limitées et les taux variables sur le long terme, la recommandation quasi-systématique de prescripteurs, la responsabilisation des dirigeants ; elle évite les secteurs industriels ou commerciaux jugés risqués, la situation de banquier unique de l'entreprise, les clients délocalisés.

Les procédures administratives quant à la régularité des engagements pris sont scrupuleusement respectées, notamment :

- l'établissement d'un dossier de crédit argumenté, accompagné des documents nécessaires ;
- l'attribution de la notation interne à tous les emprunteurs ;
- l'analyse du risque et l'application d'une typologie de risque ;
- le respect des autorisations existantes ;
- la constitution des garanties avant tout décaissement.

Une grille des délégations est établie en fonction du segment de marché, de la typologie des crédits, de la notation interne et de la catégorisation en risque des garanties.

Dans le respect de la réglementation en vigueur qui définit des limites prudentielles destinées à la surveillance des grands risques, aucun concours ne dépasse 25 % des fonds propres « réglementaires », calculés et définis en application de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et le montant cumulé des risques crédit dépassant 10 % des fonds propres n'excède pas, loin s'en faut, l'octuple des fonds propres.

Le directoire et le conseil de surveillance ont en outre défini des limites d'engagements internes plus contraignantes encore, applicables à chacune des contreparties ou groupes de contreparties-liées par rapport aux fonds propres de la Banque mais aussi en fonction de la notation interne de la contrepartie.

Le risque de crédit est défini comme le risque d'encourir des pertes financières du fait de l'incapacité d'un débiteur à honorer ses obligations contractuelles.

Le dispositif de décision en matière de crédit repose sur un ensemble de délégations.

Ces délégations se déclinent en montant, typologie de risques ainsi que selon la catégorie (marché « Particuliers » / marché « Entreprises – Associations ») et la notation interne de notre clientèle. Cette notation interne permet de répondre aux exigences « Bâloise ». La BMM utilise ainsi pour les Entreprises, les Particuliers et les Associations une échelle de notation à plusieurs niveaux. Les principes généraux de notre système de notation interne sont les suivants :

- exhaustivité (couverture de l'ensemble des clients entreprises et professionnels, particuliers ayant des engagements) ;
- unicité (même méthode pour chaque segment de marché) ;
- automaticité ou semi automaticité (de nombreuses données sont automatiquement restituées par notre progiciel) ;
- uniformité de la notation.

Les délégations en matière de crédit sont attribuées de façon intuitu personae. Elles se déclinent en 4 premiers niveaux. Les dossiers ne répondant pas aux critères de ces 4 premiers niveaux doivent être présentés auprès du « Comité des crédits » hebdomadaire de la Banque.

Les délégations en matière de crédits sont exprimées en montants globaux. Ils tiennent compte des engagements déjà octroyés sur une contrepartie ou son « Groupe risques », dans le cas d'un regroupement de contreparties liées au sens de la réglementation en vigueur (règlement CRBF 90-02, remplacé par l'arrêté du 3 novembre 2014).

Pour chacun des 4 premiers niveaux de délégations, la notation interne de la contrepartie et/ou les sûretés adossées aux financements sont déterminants sur le montant global des délégations octroyées.

#### Le Suivi des Engagements

**La Surveillance des Engagements**

La mesure et le suivi des engagements à la BMM sont assurés :

- en amont par des entités commerciales spécialisées et dédiées à des lignes métiers prédéterminées ;
- et en aval par une direction des crédits qui assume un contrôle quotidien de l'ensemble des engagements avec l'assistance d'une cellule d'analyse crédit indépendante.

Pour ce faire, tous les acteurs de la filière disposent d'outils automatisés permettant l'identification, la prévention et la réduction des risques potentiels.

**Le Pilotage des Risques**

Il vise à donner à tous les acteurs, des organes exécutifs et délibérants aux chargés de clientèle, une vision quantitative et qualitative de leurs risques.

Celle-ci porte notamment :

- sur la répartition du portefeuille par type de crédit, par catégorie de clientèle, par cotation externe et notation interne ;
- sur le respect des limites allouées à chaque contrepartie ;
- sur l'examen des dossiers sensibles et des dossiers déclassés en douteux et des provisions afférentes ;
- sur les dotations et reprises de provisions ainsi que les passages à perte et récupération sur créances irrécouvrables.

**La gestion des Clients Douteux**

Le dispositif de déclasserment en douteux est automatisé sur la base de critères réglementaires et complété à dire d'expert à partir d'un état d'alerte. Les provisions pour créances douteuses sont déterminées trimestriellement sur une base statistique en fonction des risques de non recouvrement historique. Ces provisions statistiques peuvent être affinées après analyse individuelle de chacun des dossiers afin de maintenir le niveau de provisionnement adéquat.

**Le Recouvrement**

Le recouvrement des créances est organisé aux différentes étapes de la vie du compte qui vont orienter les créances concernées de :

- la régularisation commerciale par le chargé de clientèle dans le cadre la gestion courante ;
- vers le recouvrement amiable via les « affaires spéciales » ;
- puis vers le recouvrement des créances déclassées en douteux compromis par le service contentieux.

**Le choix des garanties**

En matière de constitution de garanties :

- le court terme renvoie aux garanties personnelles (caution solidaire, aval) et au gage sur stock ;
- le moyen terme est généralement adossé au nantissement ou au gage sur l'objet financé ;
- le long terme est assorti de garantie hypothécaire ou de nantissement de titres ou de délégation de contrats d'assurance-vie.

Sans se départir de sa politique de distribution de crédit très prudente, la banque accepte parfois selon les circonstances de déroger à ces règles, en fonction de la qualité de l'emprunteur, de son exposition globale sur lui, de l'importance de sa demande, de sa forme juridique quand il s'agit d'une personne morale, de la pression concurrentielle, etc... Le recours à la réassurance ou la contre-garantie est quasiment systématisé dès lors que le risque unitaire sur la contrepartie dépasse les limites fixées en fonction de sa notation interne.

Par ailleurs, la forte position de la banque dans l'activité « gestion » conduit tout naturellement à promouvoir les avances sur titres ou « crédits Lombard ». En effet, de par la typologie de son portefeuille la BMM accompagne ses clients dans la distribution de crédits patrimoniaux. Il s'agit de prêts garantis par un nantissement (une délégation) de contrats d'assurance-vie, de capitalisation ou par le nantissement d'un dépôt de titres. Ces prêts sont communément appelés « crédits Lombard » et réalisés le plus souvent avec un capital remboursable à l'échéance (prêt « in fine »). Ce type de financement s'inscrit dans le cadre d'une stratégie patrimoniale. Il offre par exemple, une meilleure diversification économique qu'un financement par fonds propres.

La BMM a établi des règles de pondération des actifs financiers nantis à son profit, en fonction de la sensibilité de ces derniers.

**Informations chiffrées**

Encours moyens par types de crédits

Encours Bruts (En milliers d'euros.)	2015	2016	%
Découverts	184 458	202 337	9,69 %
Mobilisation de Créances Commerciales	28 552	27 177	-4,82 %
Crédits CT	213 942	241 237	12,76 %
Crédits MT	303 452	327 300	7,86 %
Crédits LT	359 800	387 880	7,80 %
Opérations de crédit-bail	20 393	20 413	0,10 %
Total	1 110 597	1 206 343	8,62 %

Répartition des crédits par type de clientèle :

	2015	2016
Sociétés	67,2 %	63,8 %
Entrepreneurs individuels	0,7 %	0,7 %
Associations	2,8 %	3,2 %
Particuliers	28,7 %	32,0 %
Autres	0,6 %	0,3 %

Concentration des risques

Groupes / Clients	Engagements Cumulés 2016 (En K€.)	% Fonds Propres consolidés 2016	% des Crédits Totaux Distribués
2 premiers engagements	18 904	7,51	1,57



5 premiers engagements	41 951	16,66	3,48
10 premiers engagements	76 054	30,20	6,30
15 premiers engagements	104 726	41,58	8,68
20 premiers engagements	129 335	51,35	10,72
25 premiers engagements	151 214	60,04	12,53
30 premiers engagements	171 370	68,04	14,21
50 premiers engagements	239 052	94,91	19,82

## Qualité des risques clientèles

(En millions d'euros.)	2015	2016
Créances dépréciées individuellement	44,24	52,95
Provision pour dépréciation individuelle	28,44	28,54
Provision pour dépréciation collective	2,8	2,8
Taux de couverture global	70,62 %	59,20 %

**Le risque de contrepartie lié à la gestion de la trésorerie de la banque**

Les limites de contrepartie sont définies par le Comité « Risque de contrepartie » semestriel, auquel participent les membres du directoire.

En tenant compte des besoins de placement et de gestion de la trésorerie de la Banque, une analyse du risque de contrepartie est effectuée : analyse du bilan et des résultats, notation, qualité de l'actionnariat... Sur la base de ces études, le comité prend ses décisions d'autorisation.

Ce comité qui se réunit au minimum deux fois par an examine de manière exhaustive les limites sur les contreparties.

La Banque applique une politique de choix restrictif et prudent en termes de contreparties de placement, et détermine des autorisations globales plafonnées en montant et par durée.

**3.3. – Les risques financiers****Le risque de marché**

Les opérations sur les marchés financiers sont réalisées pour les besoins de placement de la trésorerie de la Banque, d'adossement d'opérations initiées à la demande de la clientèle, ou pour la couverture et la gestion du risque de taux global.

Sauf exceptions, la Banque ne prend pas de position « directionnelle » pour compte propre. L'activité de trésorerie n'est pas considérée comme un centre de profit induisant la mise en place d'opérations « spéculatives ». Les trois opérateurs habilités à intervenir sur les marchés financiers ne bénéficient pas de rémunération variable liée à leur activité. Les risques encourus sur ces opérations sont ainsi limités.

Le Comité de trésorerie bimensuel, qui comprend les membres du directoire, détermine la politique à mener. Il prend connaissance de la situation des principaux paramètres influant sur l'évolution des marchés financiers, des taux d'intérêt pratiqués, et de la situation du marché interbancaire. Il surveille l'évolution des conditions de taux pratiquées par la concurrence. Il examine les opérations réalisées au cours de la période précédente, la situation de la trésorerie de la Banque et des principales masses influant sur son évolution (dépôts, crédits, flux clientèle, échéance des placements de trésorerie, ...). Il prend les décisions à court et moyen terme. Il se prononce sur la gestion globale, les opérations en cours, les résultats de l'activité, les développements. Il examine les analyses et études périodiques qui lui sont soumises : études sur le risque de taux, ALM, « stress-scénarii », suivi des limites internes spécifiques à la gestion de la trésorerie, dossiers techniques, évolution de la réglementation.

Les limites fixées en matière de risques de marché concernent notamment :

- les instruments de taux (portefeuille de placement monétaire et obligataire) ;
- le risque de change ;
- le portefeuille investi en actions.

Conformément à la réglementation, la Banque a mis en place un suivi périodique permettant d'évaluer les risques qu'elle encourt en cas de fortes variations des paramètres de marché. Dans le cadre de cette analyse liée à la gestion de la trésorerie de la Banque, est simulé l'impact sur le PNB de la Banque de plusieurs scénarii défavorables d'évolution des marchés. Les résultats des stress scénarii établis pour mesurer le risque encouru en cas de forte variation des paramètres de marché sont présentés régulièrement au directoire.

La sensibilité du portefeuille de placement monétaire et obligataire est mesurée régulièrement, dans le cadre du suivi des limites fixées en termes de risques de marché.

**Le risque de taux**

La Banque est essentiellement sensible au risque de variation des taux à court terme : les actifs et passifs du bilan sont essentiellement référencés à taux variable indexé sur les taux à court terme (Eonia, Euribor, taux du marché interbancaire). Compte-tenu de l'excédent des emplois à taux variable (crédits, trésorerie) sur les ressources à taux variable (dépôts rémunérés), la rentabilité de la banque est défavorablement impactée par une baisse des taux d'intérêt à court terme.

La trésorerie est essentiellement placée sur des actifs de trésorerie à taux variable ou sur des titres à taux fixe de durée de vie courte, avec une sensibilité globalement faible.

La distribution de crédits à taux fixe longs ne fait pas partie de la stratégie de l'établissement et la part des crédits à taux fixe est couverte partiellement en taux par des « swaps emprunteurs taux fixe » afin de limiter l'exposition au risque de remontée des taux sur le moyen / long terme.

Le Comité « ALM » examine les analyses et études périodiques qui lui sont soumises en termes de gestion de risques de marché et de taux. Le Comité de trésorerie bimensuel détermine la politique de gestion de taux et suit l'application des décisions prises en conséquence.

Le pilotage global du risque de marché et de taux est du ressort du Comité de trésorerie, le trésorier de la Banque est chargé de l'application des décisions prises et lui rapporte.

L'organe délibérant est informé, lors de chacune de ses réunions, des évolutions majeures en termes de risque de marché et de taux et du résultat des mesures prises.

**Le risque de liquidité et le risque de règlement**

La Banque dispose en permanence d'une trésorerie large. Le montant des dépôts de la clientèle excède très largement le montant des crédits distribués (ratio crédits / dépôts inférieur à 60 % fin 2016). Elle ne fait pas appel à des emprunts bancaires ou de marché.

Les placements de trésorerie sont principalement effectués sur des durées courtes, sur des placements négociables (placements au jour le jour, titres de créances négociables, obligations liquides), et vis à vis de contreparties sélectionnées avec prudence.

Par ailleurs, une part importante des actifs de trésorerie est constituée de titres qui peuvent être mobilisés auprès de la banque centrale.

Le risque de liquidité et le risque de règlement sont suivis en permanence et font l'objet d'un reporting régulier au directoire de la Banque.

Des contrôles quotidiens sont en place pour s'assurer notamment du respect des ratios internes de liquidité définis par le directoire.

### 3.4. – Les risques opérationnels

#### Objectifs de gestion du risque opérationnel

Les objectifs principaux sont les suivants :

- évaluer le risque en termes d'occurrence et de pertes ;
- mettre en place des mesures adéquates de prévention et de réduction du risque et les actualiser ;
- intégrer dans la gestion du risque les filiales du Groupe et les processus extérieurs (fournisseurs, prestataires) ;
- actualiser et compléter régulièrement la cartographie des risques ;
- définir et réaliser les plans d'actions liés.

Une attention particulière est accordée notamment aux rubriques suivantes :

- respect des procédures internes ;
- contrôle des opérations ;
- conformité ;
- sélection de la clientèle
- qualité des opérations et du lien juridique avec la clientèle (contrats, mandats, conseils, produits) ;
- qualité de la relation et devoir de conseil, adéquation entre la prestation et l'attente du client ;
- respect de la confidentialité ;
- lutte contre le risque de blanchiment ;
- parades contre les risques de fraude externe ;
- fraude interne ;
- qualité et sécurité du système d'information ;
- risque de réputation.

#### Dispositif de gestion du risque opérationnel

La gestion du risque opérationnel s'appuie sur 3 dispositions principales :

- une base « incidents opérationnels » ouverte à l'ensemble du personnel qui peut déclarer les incidents rencontrés : l'analyse des incidents, la mise en place et le suivi des plans d'action corollaires sont effectués par le service Organisation, en lien avec la Direction des risques et les équipes du Contrôle permanent et de la conformité ;
- un Comité « Risque opérationnel », chargé de mettre en place les chantiers spécifiques de prévention ou de gestion des risques les plus significatifs et de suivre l'avancement des travaux ;
- la présence d'un réseau de correspondants « Risque opérationnel » dans les principaux domaines, chargés de missions de suivi des dossiers ouverts dans leur domaine et de proposition de mesures préventives.

En 2016 la cartographie du risque opérationnel a été révisée dans le cadre de la mise à jour complète de la cartographie générale des risques.

#### *Risque de non-conformité*

Le suivi et la gestion du risque de non-conformité font partie du dispositif de gestion du risque opérationnel.

A ce titre, les éléments du risque de non-conformité sont examinés, d'une part, dans les différents comités qui traitent du risque opérationnel, d'autre part, dans le cadre des missions spécifiques effectuées par les équipes de contrôle interne.

#### *Risques liés au système d'information*

Le Responsable de la Sécurité du Système d'Information (RSSI), rend compte au comité de sécurité bimestriel où siègent notamment le membre du directoire en charge de l'Administration, le Directeur des risques, le Directeur du contrôle permanent et de la conformité de la banque, le Directeur informatique, le responsable du service Organisation, les responsables des composants fonctionnels et techniques du système d'information.

Ses principales missions sont les suivantes :

- piloter la gestion de la sécurité du système d'information en termes de disponibilité, intégrité, confidentialité, traçabilité ;
- étudier et faire intégrer les aménagements induits par l'évolution des technologies, des services, de la réglementation et des organisations bancaires ;
- superviser la démarche d'analyse des risques pesants sur le système d'information et en valider la cartographie ;
- participer à la définition des objectifs de sécurité du système d'information ;
- participer à la définition et la mise à jour de la politique de sécurité du système d'information ;
- coordonner et superviser le contrôle de la mise en œuvre de la politique de sécurité et du niveau de sécurité du système d'information ;
- contrôler que la démarche de conformité aux contraintes légales soit bien prise en compte ;
- assurer le rôle d'interlocuteur principal en termes de sécurité du système d'information.

Le système d'information recouvre totalement, au niveau fonctionnel et géographique, l'activité opérationnelle de la Banque, sa production, son pilotage, ses relations avec ses clients et avec ses correspondants ainsi qu'avec les systèmes de place et les instances professionnelles.

Le plan technique de secours informatique est organisé pour protéger et maintenir une activité fonctionnellement complète. La Banque a mis en œuvre les dispositions nécessaires à la reconstitution du système d'information après un sinistre quel qu'il soit : sauvegarde des données et des flux, doublement des réseaux de communication, duplication continue du système de production informatique dans un site éloigné du site de production.

En matière de surveillance de la disponibilité technique (serveurs, postes de travail, réseaux) ou fonctionnelle (applications, progiciels), tout incident est enregistré pour donner lieu à un plan d'action correctif.

La confidentialité des données, régie par le secret bancaire et par la réglementation de la CNIL, fait l'objet de mesures spécifiques limitant aux seuls personnels habilités les fonctions du système d'information.

#### *Plan de continuité d'activité*

Le plan de continuité d'activité (PCA) a pour but de maintenir en toutes circonstances, au plan fonctionnel et géographique, l'ensemble de l'activité opérationnelle de la Banque, sa production, son pilotage, ses relations avec ses clients, ses correspondants, les systèmes de place et les instances professionnelles.

Le PCA utilise non seulement les dispositions techniques du plan de secours informatique comme les sauvegardes des données et des flux d'opérations ou la mise en œuvre d'un centre informatique de secours, mais procède aussi de l'existence de plusieurs centres de repli susceptibles d'accueillir le personnel de locaux éventuellement sinistrés et de leur fournir les moyens logistiques nécessaires à la reprise de leur activité.

L'étude du PCA est basée sur deux approches :

- une approche globale « Top-Down », traitant de la gestion de crise, basée sur des cellules de crise auxquelles participent les dirigeants de la Banque ;
- une approche unitaire « Bottom-Up », organisée par domaine ou par service (front offices, back offices, salles de marché, etc...), traitant de la reprise opérationnelle des activités bancaires et basée sur des tests de continuité en situation de sinistre simulé.

Le PCA est documenté par des mementos de crise diffusés au personnel et des documents de référence décrivant par domaine ou service les plans d'action à mettre en œuvre après un sinistre.

Le PCA est actualisé et les tests de continuité sont repris de façon cyclique pour suivre l'évolution des technologies, des services, de la réglementation et des organisations bancaires.

Le pilotage du PCA se fait dans le cadre du Comité de sécurité bimestriel, créé en 2002, et l'avancement de ce chantier permanent est présenté régulièrement au Comité des risques généraux, comité semestriel dont font partie les membres du directoire de la Banque.

Note 4. – Opérations interbancaires, créances et dettes sur établissements de crédit

Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
A vue	88 432	85 245
A terme	73 232	96 195
Total	161 664	181 440

Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
A vue	12 022	14 949
A terme	145 709	52 358
Total	157 730	67 307

Note 5. – Actifs, passifs et instruments financiers dérivés en valeur de marché par résultat

Les actifs et passifs financiers enregistrés en valeur de marché par résultat sont constitués soit d'opérations négociées à des fins de transaction soit d'instruments financiers dérivés relatifs à des opérations qui étaient auparavant qualifiées de micro couverture en normes françaises : swaps couvrant des crédits à taux fixe, des TCN acquis, ainsi que des swaps avec des établissements de crédit couvrant d'autres swaps accordés à la clientèle.

Le tableau ci-après présente les montants notionnels ainsi que la valeur de marché positive ou négative des instruments financiers dérivés classés en portefeuille de transaction. Les justes valeurs positives et négatives sont déduites de la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des taux d'intérêt.

(En milliers d'euros.)	31/12/2015			31/12/2016		
	Montants	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Montants	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative
Instruments dérivés de taux d'intérêt	78 304	159	404	42 304	140	286
Valeurs mobilières de placement	326	425			0	
Total	78 630	584	404	42 304	140	286

Les opérations sur instruments financiers dérivés sont négociées sur des marchés de gré à gré (niveau 2 en IFRS 7).

Note 6. – Instruments financiers dérivés à usage de couverture

Le tableau suivant présente les montants notionnels et valeurs de marché des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture.

(En milliers d'euros.)	31/12/2015			31/12/2016		
	Montants notionnels	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Montants notionnels	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative
Swaps de taux	128 000		9 578	122 000		9 601
Achat de Floor						
Total	128 000		9 578	122 000		9 601

Les opérations sur instruments financiers dérivés sont négociées sur des marchés de gré à gré (niveau 2 en IFRS 7).

Note 7. – Actifs financiers disponibles à la vente

(En milliers d'euros.)	31/12/2015		31/12/2016	
	Valeur au bilan	Dépréciation	Valeur au bilan	Dépréciation
Bons du trésor	31 224		23 435	
Obligations	555 197	151	584 485	
Billets de trésorerie	46 661		13 017	
Certificats de dépôts	7 329		11 745	
Actions	24 768	285	26 119	275
Opcvm Monétaires	61 574		47 728	
Opcvm Obligataires	31 550		20 317	
Opcvm Actions	12 486	137	8 668	75
Opcvm diversifiés	6 260		764	
Total	777 049	573	736 278	350

La juste valeur des titres disponibles à la vente est évaluée globalement sur la base d'une valeur de marché actif (niveau 1 en IFRS 7).

Note 8. – Prêts, créances et dettes sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Comptes Ordinaires débiteurs	205 410	203 247
Prêts consentis à la clientèle	956 411	1 029 492
Total	1 161 821	1 232 739
Provisions constituées sur base individuelle	28 422	28 544
Provisions constituées sur base collective	2 800	2 800
Total	31 222	31 344

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle s'établit à 1 239 932 milliers d'euros. Le calcul de la juste valeur s'établit à partir des échéanciers. Pour chaque échéance de capital ou d'intérêt diminué du coût du risque évalué à 0,5 %, il est calculé une valeur actualisée à la date d'arrêt à partir du taux à terme correspondant.

#### *Dettes envers la clientèle*

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Comptes ordinaires	1 542 013	1 671 563
Comptes à terme	124 104	137 799
Comptes à régime spéciaux	351 014	344 910
Pensions	10 000	10 500
Total	2 027 131	2 164 772

#### Note 9. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Bons de caisse		2 749
Certificats de dépôts et BMTN	10 492	11 399
Total	10 492	14 148

#### Note 10. – Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Obligations	8 438	2 887
Total	8 438	2 887

#### Note 11. – Impôts différés

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Actif (par résultat)	5 621	4 695
Actif (par capitaux propres)		
Passif (par résultat)	4 512	4 229
Passif (par capitaux propres)	4 801	4 010

Le taux d'impôt différé est de 34,43 %.

#### Note 12. – Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Instruments conditionnels achetés	242	196
Comptes de règlement opérations sur titres	2 842	1 522
Dépôts de garantie	1 771	1 728
Stocks	118	138
Comptes d'encaissement	4 184	3 987
Avance sur augmentation capital	1 520	0
Appel de marge	8 160	8 160
Débiteurs divers	5 527	6 304
Charges constatées d'avance	767	424
Produits à recevoir	10 370	20 504
Comptes de régularisation divers	2 580	925
Total actif	38 081	43 888

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Comptes de règlement opérations sur titres	1 640	9 199
Dépôts de garantie reçus	109	109
Créditeurs divers	17 429	25 412
Comptes indisponibles opérations de recouvrement	6 365	4 794
Produits constatés d'avance	3 213	3 170
Charges à payer	16 363	16 695
Comptes de régularisation divers	354	130
Total passif	45 473	59 509

## Note 13. – Participations dans les sociétés mises en équivalence

(En milliers d'euros.)	31/12/2015			31/12/2016		
	Valeur au bilan	Dont écart d'acquisition	Dont quote-part dans le résultat	Valeur au bilan	Dont écart d'acquisition	Dont quote-part dans le résultat
	4 666	1 789	538	4 160		415

## Note 14. – Immobilisations d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Immobilisations corporelles	61 338	61 086
Immobilisations incorporelles	11 892	13 064
Amortissement et provisions corporelles	31 166	31 834
Amortissements et provisions incorporelles	6 791	7 630
Total	35 273	34 686

## Note 15. – Écarts d'acquisition

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Valeur brute en début de période	12 288	12 211
Cumul des dépréciations en début de période	350	350
Valeur nette en début de période	11 938	11 861
Augmentations		
Diminutions	77	137
Valeur brute en fin de période	12 211	11 724
Dépréciations de la période		
Valeur nette en fin de période	11 861	11 724
Dont part des minoritaires		

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation dans le cadre de l'ensemble homogène de métiers auxquels ils sont affectés. Les écarts d'acquisition concernent exclusivement l'UGT gestion d'actif.

## Note 16. - Provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Litiges	4 017	4 975
Frais de personnel	991	897
Autres	2 738	1 692
Total	7 746	7 564

Aucune provision sur les produits d'épargne à taux administrés n'a été enregistrée compte tenu du faible volume de ces produits.

## Note 17. – Capital

(En milliers d'euros.)	31/12/2015			31/12/2016		
	Nombre d'actions	Nominal	Capital	Nombre d'actions	Nominal	Capital
Valeur à l'ouverture	80 240	116	9 308	80 240	116	9 308
Valeur à la clôture	80 240	116	9 308	80 240	116	9 308

Le Groupe respecte tout au long de l'année les ratios réglementaires.

## Note 18. – Activités en devises.

Au 31 décembre 2016 les masses en devises figurant au bilan sont les suivantes pour les principales devises :

(En millions d'euros.)	Actif	Passif
Dollar américain	100	136
Livre sterling	5,6	8,1

Le montant des principales devises à livrer ou à recevoir au 31 décembre 2016 sont les suivants :

(En millions d'euros.)	Devise à livrer	Devise à recevoir
	101	99

### Notes relatives au compte de résultat de l'exercice 2016

#### Note 19. – Intérêts, produits et charges assimilées

Dans le cadre du référentiel IFRS, la Compagnie Financière Martin Maurel présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif des actifs et passifs évalués au coût amorti : prêts et emprunts interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées. Ces postes enregistrent également les intérêts courus et échus des titres à revenu fixes du portefeuille d'actifs disponibles à la vente. Les produits et charges d'intérêt sur les dérivés de couverture de juste valeur sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

(En milliers d'euros.)	31/12/2015			31/12/2016		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations interbancaires	1 523	3 468	-1 945	1 315	3 241	-1 926
Actifs disponibles à la vente						
Intérêts sur titres à revenus fixes	11 929	8 462	3 467	13 814	10 752	3 062
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	1 007	195	812	17	31	-14
Opérations avec la clientèle	27 905	3 101	24 804	27 480	1 883	25 597
Opérations de location financement	10 639	9 966	673	9 210	8 625	585
Dettes représentées par un titre		41	-41		24	-24
Total	53 003	25 233	27 770	51 836	24 556	27 280

#### Note 20. – Ventilation des Commissions nettes

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Commissions sur titres	59 791	55 678
Commissions sur emplois	6 467	6 335
Autres commissions	4 622	4 727
Total	70 880	66 740

#### Note 21. – Gains ou pertes sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Instruments dérivés de taux	281	83
Valeurs mobilières de placement	136	
Total	417	83

#### Note 22. – Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

Cette rubrique enregistre notamment les dividendes des titres à revenus variables, les plus et moins-values de cession, et les variations de dépréciations de ces actifs.

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Plus-value de cession	1 536	8 266
Moins-value de cession	-257	-395
Dotation pour dépréciation	-296	-339
Reprise sur dépréciation	218	411
Dividendes	775	687
Autres	1 550	1 256
Total	3 526	9 886

#### Note 23. – Charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Frais de personnel	47 743	49 600
Impôts et taxes	731	684
Services extérieurs	17 816	20 308
Amortissement et provisions	3 073	3 016
Total	69 363	73 608

## Note 24. – Coût du risque

Ce poste enregistre la charge nette au titre du risque de crédit, des litiges ainsi que les variations de provisions sur instruments de dettes.

Pour le risque de crédit, il intègre les variations de provisions qu'elles soient individuelles ou collectives sur base de portefeuilles de créances homogènes.

Les provisions sur instruments de dettes concernent principalement le portefeuille d'obligations détenu par le Groupe dans le cadre de la gestion de la trésorerie de la Banque.

(En milliers d'euros.)	31/12/2015		31/12/2016	
	Dotations et pertes	Reprises et gains	Dotations et pertes	Reprises et gains
Provisions individuelles	14 457	10 025	12 573	11 398
Net individuel	4 432		1 175	
Provisions collectives	100			
Litiges	556	674	1 030	167
Net litiges		118	863	
Provisions sur instruments de dettes	151			151
Net instruments de dettes	151			151
Net	4 565		1 887	

## Note 25. – Impôt sur les bénéfices

Le Groupe a choisi de qualifier la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises d'impôt sur le résultat.

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Charge d'impôt exigible	8 375	6 616
Charge d'impôt différé	24	1 092
Provision contrôle fiscal	350	329
CVAE	1 117	1 136
Total	9 866	9 173

## Note 26. – Frais de personnel

Les effectifs consolidés présents du groupe ont été stables entre 2015 et 2016. Les départs ont été généralement compensés par des embauches. Quelques personnes en contrat à durée déterminée sont venues renforcer les équipes pour les projets d'informatisation.

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
Effectifs totaux	520	509	507
Effectifs présents	456	452	456
<i>(hors sociétés mises en équivalence)</i>			

Les frais de personnel se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Salaires	29 737	31 778
Intéressement et participation	2 088	1 816
Charges sociales et fiscales	15 918	16 007
Total	47 743	46 462

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) est enregistré dans les frais de personnel.

## Note 27. – Paiements en actions

**Plan de souscription ou de rachat d'actions**

Les plans d'options, mis en œuvre depuis 1993, ont pour objectif d'associer différentes catégories de cadres au développement de la valorisation du groupe et de favoriser de ce fait la convergence de leurs intérêts avec ceux des actionnaires.

Ces cadres sont essentiellement représentés par des membres du directoire, des comités de direction et stratégique ou des cadres qui, par leurs fonctions, occupent des postes clés.

Sur autorisation des assemblées générales des actionnaires, le Conseil d'Administration jusqu'en mai 2008, et le Directoire depuis cette date, décident de l'octroi des options de souscriptions ou d'achat d'actions, du nombre d'options attribuées et de la liste de bénéficiaires. Le cours d'attribution du titre est celui constaté au jour de l'attribution, sans décote.

Les délais et conditions d'exercice des options sont définies dans chaque plan (en général, l'exercice des options est soumis à une période de blocage d'une durée de 4 ans, les options ne pouvant être exercées qu'à l'expiration de cette période et au plus tard dans les 6 ans). Les options deviennent caduques dès la perte de la qualité de salarié ou de mandataire par les bénéficiaires.

La Banque Martin Maurel s'engage à racheter à tout moment aux bénéficiaires du plan (ou à leurs conjoints ou à leurs héritiers), sur simple demande de leur part, les titres acquis dans le cadre des différents plans. Le prix de rachat des actions est calculé selon les mêmes modalités que le cours d'attribution.

Le bénéficiaire s'engage à une promesse de cession de la totalité des actions souscrites en cas de rupture du contrat de travail ou du mandat social, quelle qu'en soit la cause, dans les 6 mois qui suivent la rupture. En cas de décès du bénéficiaire, les ayants droits ont la possibilité de lever les options après la période d'indisponibilité et s'engagent à une promesse de cession similaire à celle prévue dans le cadre de la rupture du contrat de travail.

Le premier plan de stock option a été attribué en 1993, il a été souscrit à 90 % et a été suivi de 9 plans successifs dans le cadre desquels ont été attribuées 163 423 options de souscription d'actions, toutes levées ou perdues.

Il n'y a plus de plan de stock option en cours.

#### Note 28. – Information sectorielle

Résultats groupe après réallocation de la trésorerie (En millions d'euros.)	Banque Entreprise		Banque privée		Gestion d'actifs		Gestion Propre		Groupe	
	12/2015	12/2016	12/2015	12/2016	12/2015	12/2016	12/2015	12/2016	12/2015	12/2016
Produit Net Bancaire	22,53	20,34	30,78	34,11	43,64	39,43	5,58	9,15	102,53	103,04
Frais Généraux + Amortissements	-15,86	-14,57	-24,30	-25,25	-25,61	-27,08	-3,38	-3,78	-69,15	-70,68
Résultats mis en équivalence	0,00	0,00	-0,02	0,00	0,49	0,38	0,00	0,00	0,47	0,38
Résultat brut d'exploitation	6,67	5,77	6,46	8,86	18,52	12,73	2,20	5,37	33,85	32,74
Coût du Risque	-3,40	-1,14	-1,14	0,02	0,01	0,00	-0,04	-0,76	-4,57	-1,87
Immobilisations Financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,42	0,54	-0,19	0,54	-0,61
Résultat d'exploitation	3,27	4,63	5,32	8,88	18,53	12,31	2,70	4,42	29,82	30,25
Produits /Charges Exceptionnelles	3,27	0,00	5,32	0,00	0,00	0,00	0,54	0,00	29,82	0,00
Ecart d'Acquisition	4,36	0,00	4,13	0,00	0,00	0,00	2,66	0,00	25,56	0,00
Impôt	-1,07	-1,44	-1,73	-2,75	-5,99	-3,82	-0,78	-1,37	-9,56	-9,38
Résultat de l'exercice	4,59	3,19	3,59	6,13	12,54	8,49	1,92	3,05	20,26	20,87
Part des minoritaires	0,00	0,00	-1,15	-1,42	-0,01	0,00	0,00	0,00	-1,16	-1,42
Résultat part du groupe	2,20	3,19	2,44	4,71	12,53	8,49	1,93	3,05	19,10	19,45
Coefficient d'Exploitation	70,4 %	71,6 %	78,9 %	74,0 %	58,7 %	68,7 %			67,4 %	68,6 %
Contribution au PNB	22,0 %	19,7 %	30,0 %	33,1 %	42,6 %	38,3 %	5,4 %	8,9 %		
Contribution au RBE	19,7 %	17,6 %	19,1 %	27,1 %	54,7 %	38,9 %	6,5 %	16,4 %		

#### Note 29. – Parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence et les principaux dirigeants du Groupe.

#### Rémunération des dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants comprend une partie fixe et une partie variable. La partie fixe est établie en fonction de références de marché, en considération des normes usuelles pour des postes de responsabilités comparables.

Le tableau ci-après présente la rémunération totale versée en 2015 et 2016 aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance en raison de leurs fonctions :

	Rémunération fixe (1)	Rémunération variable	Avantages en nature (2)	Jetons de présence (3)	Total
2015	842 478,89	800 997,00	63 082,60	45 000,00	1 751 558,49
2016	844 734,14	986 832,00	63 756,04	45 000,00	1 940 322,18

(1) Salaires bruts et primes contractuelles non chargés versés au cours de l'année considérée.

(2) Les jetons sont perçus au titre de l'année antérieure en tant d'administrateur de la Banque Martin Maurel.

(3) Les principaux dirigeants disposent d'un véhicule de fonction attribué selon les modalités habituelles du groupe.

#### Prêts, avances et garanties

Au 31 décembre 2016, le montant des prêts en cours contractés par les principaux dirigeants s'élève à 2 441 998 €. Ces prêts sont consentis aux taux habituels pratiqués pour les membres du personnel et sont garantis selon les normes habituelles de la Banque Martin Maurel.

#### Avantages postérieurs à l'emploi

##### Indemnités de fin de carrière

Les principaux dirigeants bénéficient au titre de leur contrat de travail des mêmes dispositions que celles applicables aux collaborateurs du groupe en matière d'indemnité de fin de carrière.

##### Régimes de retraite

Les principaux dirigeants bénéficient au titre de leur contrat de travail et/ou de leur mandat des régimes salariés de retraite ARCCO et AGIRC et éventuellement du PERCO mis en place par le groupe.

## V. – Implantations et activités incluses dans le périmètre de consolidation (article L.511-45)

### I. – Implantations par pays



Nom de l'implantation	Nature de l'activité	Localisation géographique
Compagnie Financière Martin Maurel	Holding	France
Banque Martin Maurel	Banque	France
Martin Maurel Gestion	Société de gestion de portefeuille	France
SCI du 20	Gestion immobilière	France
Optigestion	Société de gestion de portefeuille	France
Saint Albin	Activités financières et immobilières	France
Hogep	Société de gestion de portefeuille	France
MMSG SAM	Société de gestion d'OPCVM	Monaco
Hoche Paris SA	Gestion immobilière	France
Mobilim International	Activités financières	Luxembourg
Grignan Participation	Activités financières	France
Martin Maurel Sella	Banque	Monaco
SCI Bourse	Gestion immobilière	France
SCI Prado Marveyre	Gestion immobilière	France
Funds Selection	Activités financières	France
BBR	Société de gestion de portefeuille	France
Courtage Etoile	Activités financières	France
CMFI	Activités financières	France
ICG	Société de gestion de portefeuille	France
VDP 1	Holding	Monaco
VDP 2	Gestion immobilière	Monaco
MM Trésoplus	Fonds Commun de Placement	France

## II. – Éléments du compte de résultat et effectifs par pays (En milliers d'euros.)

Localisation géographique	Produits Net Bancaire	Effectifs (En équivalent temps pleins.)	Bénéfices ou pertes avant impôts (contribution au résultat consolidé)	Impôts sur les bénéfices (contribution au résultat consolidé)		Subventions publiques reçues
				Courants	Différés	
France	90 849 430	425	27 821 167	-8 517 419	-645 026	0
Monaco	10 539 018	42	4 127 841	0	0	0
Luxembourg	-702	0	-9 803	-10 915	0	0

## VI. – Publications relatives aux actifs grevés

## Canevas A. – Actifs

		Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
		010	040	060	090
010	Actifs de l'établissement déclarant	68 980 000,00		2 520 039 780,49	
030	Instruments de capitaux propres	-	-	65 276 861,20	65 276 861,20
040	Titres de créances	60 500 000,00	73 491 508,80	613 389 292,38	597 510 353,76
120	Autres actifs	8 480 000,00		96 209 037,50	

## Canevas B. – Garanties reçues

		Juste valeur des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créances grevés émis	Juste valeur des sûretés reçues ou des propres titres de créances émis pouvant être grevés
		010	040
130	Sûretés reçues par l'établissement déclarant	25 000 000,00	-
150	Instruments de capitaux propres	-	-
160	Titres de créances	25 000 000,00	-
230	Autres sûretés reçues	-	-
240	Propres titres de créances émis autres que propres obligations garanties ou titres adossés à des actifs	-	-

## Canevas C. – Actifs grevés/garanties reçues et passifs associés

		Passifs correspondant, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres de créances émis autres qu'obligations garanties grevés et titres adossés à des actifs grevés
		010	030
010	Valeur comptable de passif financier sélectionné	70 101 045,00	93 980 000,00

## VII. – Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto- détenus						
Capitaux propres au 31 décembre 2015	9 308	171 206	-1 668	178 846	10 074	18 804	207 723	33 959	241 682
Incidence des changements de méthodes comptables ou des corrections d'erreur				0			0		0
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	9 308	171 206	-1 668	178 846	10 074	18 804	207 723	33 959	241 682
Augmentation de capital				0			0		0
Elimination des titres auto-détenus			-166	-166			-166	-51	-217
Emission d'actions de préférence				0	148		148	21	169
Composante capitaux propres des instruments hybrides				0			0		0
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions				0			0		0
Affectation du résultat 2015		18 804		18 804		-18 804	0		0
Distribution 2016 au titre du résultat 2015		-3 300		-3 300			-3 300	-1 022	-4 321
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	15 504	-166	15 338	148	-18 804	-3 317	-1 052	-4 369
Variations de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	-2 415		-2 415	-161	-2 576
Résultat 2016				0		19 099	19 099	3 761	22 860
Sous-total	0	0	0	0	-2 415	19 099	16 684	3 599	20 283
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires		-3 330		-3 330			-3 330	3 046	-284
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-16		-16			-16	68	51
Autres variations		16		16			16	212	229
Capitaux propres au 31 décembre 2016	9 308	183 380	-1 834	190 854	7 807	19 099	217 760	39 833	257 593

## VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion consolidé est tenu à la disposition du public à notre siège social au 43 rue Grignan 13006 Marseille.

1703655